



HAL
open science

Introduction générale. Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011)

Thierry Boissière, Jean-Claude David

► To cite this version:

Thierry Boissière, Jean-Claude David. Introduction générale. Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011). Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011), pp.27 - 36, 2014, 9782351593899. 10.4000/books.ifpo.6645 . hal-01929676

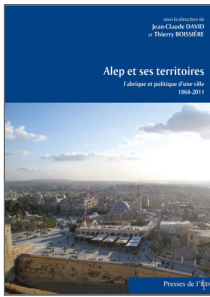
HAL Id: hal-01929676

<https://hal.science/hal-01929676>

Submitted on 3 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Jean-Claude David et Thierry Boissière (dir.)

Alep et ses territoires Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)

Presses de l'Ifpo

Introduction générale

Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011)

Thierry Boissière et Jean-Claude David

DOI : 10.4000/books.ifpo.6645

Éditeur : Presses de l'Ifpo, Institut français du Proche-Orient

Lieu d'édition : Beyrouth - Damas

Année d'édition : 2014

Date de mise en ligne : 24 juin 2014

Collection : Contemporain publications

ISBN électronique : 9782351595275



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 31 janvier 2014

Ce document vous est offert par Université Lumière Lyon 2



Référence électronique

BOISSIÈRE, Thierry ; DAVID, Jean-Claude. *Introduction générale : Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville (1868-2011)* In : *Alep et ses territoires : Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)* [en ligne]. Beyrouth - Damas : Presses de l'Ifpo, 2014 (généré le 21 novembre 2018). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifpo/6645>>. ISBN : 9782351595275. DOI : 10.4000/books.ifpo.6645.

Introduction générale

Alep et ses territoires : fabrique et politique d'une ville 1868-2011¹

Thierry Boissière et Jean-Claude David

Le paysage et l'espace sont ce que l'on perçoit d'abord d'une ville, expressions matérielles et produits visibles, complexes et chargés de sens d'un ensemble de facteurs et d'acteurs historiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Dans cette étude, nous cherchons à saisir comment s'élabore et fonctionne une grande ville du Proche-Orient, comment se forment et se transforment ses espaces. Il s'agit des espaces de la ville elle-même ainsi que des territoires et des réseaux qu'elle projette à l'extérieur et des liens qu'elle attire et capte (RONCAYOLO 1990, 2002). Notre travail s'inscrit dans une approche résolument pluridisciplinaire : la question de la relation entre espaces et société est partagée aussi bien par la géographie que par l'anthropologie, la sociologie, l'architecture ou encore l'urbanisme et l'histoire. Notre approche n'est pas exhaustive, nous ne traitons pas certains thèmes qui peuvent sembler essentiels, comme le champ religieux, alors que nous en avons privilégié d'autres devenus très significatifs, comme le patrimoine ou l'activité commerciale. En effet, si l'appartenance religieuse peut être un facteur important de la construction de l'espace, de la fragmentation territoriale et de l'identité citadine autant que régionale², les appartenances confessionnelles n'ont joué à Alep qu'un rôle secondaire par rapport à d'autres éléments d'organisation. Alep se structure en effet autour du clivage profond entre le souk, d'une part, espace public essentiel, et d'autre part les quartiers, ensemble des espaces familiaux : l'identité alépine commune a été longtemps, et reste encore, représentée par le souk de la Mdiné³, lieu et expression par excellence de l'activité économique et raison d'être

-
1. 1868 est l'année de la fondation du premier quartier « moderne » à Alep, inspiré des formes occidentales, en ce qui concerne l'architecture et l'organisation de la voirie. 1867 avait vu l'installation d'une municipalité à Alep (HAMIDÉ 1959).
 2. Alep était l'un des principaux centres de l'enseignement religieux musulman au Proche-Orient, avant que le mouvement de centralisation baassite à Damas n'instrumentalise aussi l'enseignement religieux sunnite (voir PIERRET). Alep a été une ville d'immigration chrétienne surtout au début de l'Empire ottoman puis au moment de sa chute, Arméniens et Syriens s'y réfugiant en nombre, et pendant le Mandat français. Les chrétiens, qui dans les années 1960-1980 affichaient encore vigoureusement leur présence par la construction d'églises monumentales, sont désormais largement dépassés dans le marquage du paysage par la construction des mosquées et surtout par une intense immigration d'origine rurale essentiellement sunnite et populaire. Ces questions qui ne sont pas traitées de façon spécifique apparaissent au fil des chapitres parmi d'autres facteurs.
 3. *Mdiné* est un terme dialectal, spécifiquement alépin, qui renvoie à un quartier de la ville ancienne, celui des souks, à différencier de la médina. La médina est devenu un terme géographique consacré pour désigner la vieille ville dans les pays d'Afrique du Nord.

de la ville ⁴, lieu de la discrétion des manifestations d'appartenances communautaires (BEYHUM et DAVID 1997). Cette importance de l'activité commerciale comme ciment de l'appartenance à la Cité explique notre insistance sur les aspects économiques. Si l'appartenance confessionnelle ou ethnique peut caractériser les participants à une activité, elle n'est pas le seul élément à prendre en compte lorsqu'on replace cette activité dans sa dimension sociale et économique. Les bouchers du souk de Jdeidé, fournissant en viande les quartiers majoritairement habités par des chrétiens, sont pourtant musulmans sunnites : ce cas est parfaitement représentatif des situations courantes jusqu'à maintenant (voir infra BOISSIÈRE pour l'étude du quartier de 'Aziziyyé). L'analyse de la ville ottomane depuis le XVI^e siècle (SAUVAGET 1941) montre la mise en place de quartiers où les groupes confessionnels et ethniques se côtoient dans un même voisinage, et comment l'une des principales divisions de l'espace urbain est de nature socio-économique, les habitants les plus riches étant proches du centre et des souks et les plus pauvres à la périphérie et dans des faubourgs ⁵. Cette organisation de l'espace en deux grands ensembles socio-économiques est encore flagrante de nos jours entre un quart Ouest riche et les trois quarts, Nord, Est, et Sud, plus populaires. Constituée de quartiers généralement informels, chacune de ces grandes zones juxtapose ou mêle diverses identités confessionnelles et ethniques, dans des proportions souvent inégales. Cette division socio-économique de l'espace urbain se retrouve jusque dans la géographie des combats de l'été et de l'automne 2012.

Dans une société mouvante et complexe, chaque individu participe d'identités composites et, dans une grande ville façonnée par des millénaires d'histoire, ces identités s'inscrivent dans des espaces virtuels ou réels à différentes échelles ⁶, qui s'emboîtent ou se juxtaposent et évoluent continuellement. Ainsi, la multitude des appartenances et la diversité des stratégies rend peu crédible l'idée d'une société citadine et d'un espace urbain essentiellement structurés en territoires de groupes confessionnels ou ethniques, impliquant un effacement des autres identités et appartenances. Les deux camps de réfugiés palestiniens d'Alep (BOUAGGA 2006) sont un contre-exemple significatif dans lequel s'exprime la cohérence plus forte d'un groupe « national » dont la plupart des individus refusent encore, pour des raisons politiques, l'insertion dans d'autres ensembles ou sous-ensembles citadins. Les groupes tribaux d'origine bédouine très anciennement installés dans le quartier de Bab al-Nérab, ainsi que d'autres populations d'origine

-
4. Le souk central a été transformé au cours des siècles par une sorte d'épuration rejetant généralement en périphérie les activités de fabrication et le négoce de produits pondéreux, bruts, ou considérés comme malpropres ou dégradants. À l'époque ottomane, les souks centraux regroupaient le négoce de produits fabriqués plutôt précieux – tissus, tapis, objets en cuir (chaussures), bijoux, vaisselle en cuivre, armes –, et de certains produits de l'agriculture (pistaches noix, amandes) ainsi que de certaines denrées de consommation quotidienne pour les quartiers intra-muros. La fabrication de la plupart de ces produits était rejetée dans des faubourgs (au nord pour le textile, la teinture, la dinanderie de cuivre), en ville pour le savon. Le négoce de la plupart des produits de l'agriculture (céréales, toisons et peaux brutes, bêtes sur pied et viande, produits laitiers, fromage et laban, beurre) était tenu par les khanji des souks extérieurs à l'est, tandis que l'huile et le savon étaient commercialisés dans des khans et des souks spécialisés situés à l'ouest de la ville, etc.
 5. Cette évolution commence avant même la conquête ottomane dans les dernières décennies de la ville mamelouke au XVI^e siècle (DAVID 1975). Cette organisation par « classes » sociales est croisée avec celle produite par les appartenances confessionnelles et ethniques. Le marché immobilier, la valeur du foncier, les espaces disponibles dans une ville en développement rapide, constituent des éléments essentiels de localisation des fonctions et des groupes dans la ville à ces époques.
 6. Ces espaces varient par leur taille soit très réduite (immeuble, quartier, etc.), soit plus importante, à l'échelle de la région par exemple.

rurale, majoritaires à l'est de la ville, se sont longtemps singularisés, aussi, par la réticence ou la difficulté de s'insérer dans une citadinité commune⁷. C'est moins le cas des Kurdes, des Turkmènes, des Tcherkesses, des Arméniens et des chrétiens en général, principales minorités visibles, qui conservent leur identité tout en s'intégrant dans la ville, notamment par le biais de l'artisanat et du petit commerce (voir infra BOISSIÈRE).

Certaines définitions des territoires font appel à une terminologie géographique parfois inadaptée qui fait l'objet de notre réflexion dans la plupart des chapitres. Ainsi, nous n'utilisons le terme « Syrie du Nord » que pour le mettre en question, en particulier dans la première et la deuxième partie : ce terme ne correspond pas à une réalité politique, administrative ou historique. Le nord du Bilad al-Cham (ou de la Syrie), autour d'Alep, a toujours été un carrefour et une zone frontière beaucoup plus qu'un territoire ou une région. L'idée de région (iqlim) apparaît depuis peu dans un sens moderne en rapport avec l'aménagement du territoire : la régionalisation du pays devient un objet de discours, mais le nord de la Syrie tel qu'il est envisagé administrativement est divisé en deux régions (désignées dans les textes officiels par le terme « iqlim ») : la région d'Alep, limitée à l'ancienne mouhafaza d'Alep comprenant celle d'Idlib, et la région de Djéziré (voir infra SAKKAL). Le terme de « métropole » appliqué à Alep comme dans l'expression « métropole de la Syrie du Nord », doit également être discuté : il en est question dans la seconde partie à propos de la régionalisation.

Les caractéristiques que nous mettons en évidence dans cet ouvrage pourraient sans doute définir un modèle ou un ordre urbain, hérité et en cours de mutation, que nous n'avons cependant pas conceptualisé et présenté sous la forme d'une synthèse. Nous avons préféré rassembler des approches centrées sur un événement, une période, une relation, un terrain de recherche. Ces approches, récentes ou en cours, apportent une information neuve plutôt qu'une simple compilation. Elles sont significatives de la richesse des recherches actuelles sur la société et le quotidien au Proche-Orient, dont deux publications sur la Syrie se sont fait récemment l'écho : le numéro 115-116 de la *REMMM*, *La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement* (2006) et l'ouvrage collectif *La Syrie au présent. Reflets d'une société* (2007). Notre publication prend aussi la suite d'un numéro thématique plus ancien de la *REMMM* sur *Alep et la Syrie du Nord* (n°62, 1991), qui rassemblait quinze articles retraçant l'histoire de la ville de l'époque séleucide à nos jours⁸.

Le modèle ou l'ordre urbain, holiste, implicite dans notre approche d'Alep, qui reconnaît la ville essentiellement comme le produit très complexe des interactions d'une multitude d'acteurs et de leurs stratégies au quotidien, n'apparaît pas de façon évidente dans d'autres publications, sauf peut-être dans l'ouvrage monumental de l'historien Heinz Gaube et du géographe Eugen Wirth (1984). Les autres travaux sur Alep sont des monographies ou des approches dont la thématique est circonscrite : la thèse de Jean Sauvaget (1941) s'inscrit dans des limites

7. On peut remarquer qu'à Alep, ville où les Alaouites sont très peu nombreux, une part importante des milices (stipendiées) du régime, les chabbiha, mobilisées après le printemps 2011 dans la lutte contre le soulèvement populaire et l'Armée syrienne libre, sont constituées d'Arabes sunnites d'origine généralement tribale et bédouine, habitants des quartiers de Bab al-Nérab et des alentours. Citadins marginaux, participant de solidarités fondées sur la 'asabiyya, traditionnellement armés, ils avaient déjà été mobilisés dans des révoltes historiques plus anciennes (1850, 1980).

8. Trois articles de ce numéro de la *REMMM* concernent l'Antiquité, quatre les périodes islamiques avant la conquête ottomane, six la période ottomane jusqu'au milieu du XIX^e siècle, un concerne un quartier d'Alep aux XIX^e et XX^e siècles.

chronologiques significatives, « des origines au milieu du XIX^e siècle », excluant la ville moderne et contemporaine ; d'autres travaux historiques importants concernent surtout la fin de la période ottomane et le Mandat (SLUGLETT 2002 ; WATENPAUGH 2006), tandis qu'André Raymond (1992) s'intéresse en général à des époques plus anciennes. D'autres travaux portent sur un aspect limité de la ville, comme les souks (RABO 2005 ; HREITANI et DAVID 1986) ou les mausolées et lieux saints (GONNELLA 1995 ; KNOST 2009) ; des études sont fondées essentiellement sur les archives comme l'ouvrage d'Abraham Marcus (1989) sur Alep au XVIII^e siècle, ou la thèse de Margaret L. Meriwether (1981) sur les familles de notables musulmans. D'autres recherches traitent de l'histoire de l'espace urbain et de l'architecture ou encore du patrimoine, notamment plusieurs publications de Jean-Claude David et la thèse d'Heghnar Zeitlian Watenpaugh (2004), qui sous certains aspects s'inscrivent dans la continuité des travaux de Jean Sauvaget et d'André Raymond. Peut-être pourrions-nous revendiquer, pour notre publication actuelle, le parrainage ou l'héritage des grands auteurs qui ont décrit et raconté Alep depuis Ibn Chaddad au XIII^e siècle⁹, jusqu'à l'*Encyclopédie d'Alep*, œuvre monumentale de Khayr al-din al-Asadi, publiée dans les années 1980¹⁰.

Les deux premières parties de notre ouvrage, « Comment la troisième ville de l'Empire ottoman est devenue un chef-lieu de mouhafaza en Syrie » et « Ville planifiée et ville spontanée, identité et pouvoirs locaux, centralisme étatique », correspondent aux deux espaces de la ville : nous entrons ainsi dans Alep par les territoires et les réseaux extérieurs, fondements de son existence, qui justifient aussi des approches historiques ; puis nous changeons d'échelle en analysant les rôles d'acteurs et de groupes qui participent à la fabrication de l'espace urbain. Enfin, dans les deux autres parties, « Le commerce et les affaires, de l'économie de souk à la mondialisation » et « Patrimoine institutionnel et patrimoine vivant », nous soulignons l'importance des acteurs comme producteurs d'espace dans des domaines où des institutions et des processus sembleraient plutôt fondamentaux.

Dans la première partie, « Comment la troisième ville de l'Empire ottoman est devenue un chef-lieu de mouhafaza en Syrie », nous envisageons la ville et ses territoires dans la moyenne durée historique. Le passage de l'Empire ottoman à l'« État-nation » syrien est l'événement fondateur de notre réflexion. Une des caractéristiques d'Alep ottomane était la différence profonde entre, d'une part, sa circonscription et sa fonction administrative officielles polarisées par les liens avec la capitale impériale, et, d'autre part, la géographie de ses territoires vécus, définis par un faisceau de liaisons souvent immatérielles, de rayonnement et d'attraction, qui participaient à la construction d'une renommée et d'une image (ce que décrivent les premiers chapitres de la première partie, plutôt historiques). Des liens concrets portent les relations entre Alep et ses

9. Voir p. XVII-XVIII de l'introduction de la traduction française d'Ibn Shaddād sur le *Bilad al-Shām*, (EDDÉ 1984). Pour la traduction d'Ibn Shaddad sur Alep dans Ibn al-Shihna, voir SAUVAGET (1933). Sur Alep à l'époque mamelouke, Ibn al-'Ajami (SAUVAGET 1950) et Ibn al-Shihna (SAUVAGET 1933), d'autres à l'époque ottomane, TABBĀKH (1923-26), et GHAZZĪ (1926) au début du XX^e siècle, etc. Pour Alep, cette pratique remonte avant le XII^e siècle, mais l'un des auteurs les plus marquants en est Ibn Shaddad qui se réfugie au Caire pour fuir l'invasion et les destructions mongoles de 1260. Sa description d'Alep est rédigée au Caire d'après ses souvenirs. Kamil al-Ghazzi et Muhammad al-Tabbakh, deux historiens alépins, rédigent, au début du mandat français, chacun sa propre somme de ces témoignages anciens et du présent.

10. *Mawsū'at Halab*, publié par le *Ma'had turāth*, Institut d'histoire des sciences à l'Université d'Alep (ASADI (AL-) 1984).

territoires vécus : liens commerciaux et économiques, migratoires, liens personnels et familiaux, hiérarchies de pouvoir, réseaux de ‘asabiyya limités, formes de valorisation et d’exploitation économique. Dans ce contexte, les grandes villes comme Damas et Alep, fortement attachées à leur personnalité, préservaient jalousement leurs pouvoirs et leur capital relationnel ¹¹. Des relations étaient établies de ville à ville ou de groupe à groupe, sans passer par Istanbul, qui pouvait toutefois être partenaire ou arbitre ¹². Quatre textes de cette première partie évoquent des situations qui remontent essentiellement au XIX^e siècle et à la première moitié du XX^e : ils traitent de stratégies d’Alépins et d’acteurs régionaux, avant la chute de l’Empire, pour s’approprier des espaces à exploiter, en utilisant des outils politiques et militaires et en tirant parti de la volonté impériale de reprendre le contrôle de régions périphériques. On y voit Alep en situation de concurrence ou de collaboration avec Urfa, Mossoul, Bagdad, Gaziantep, villes aujourd’hui sorties de son aire.

Avec la création de la Syrie, Damas, choisie comme capitale, devient quelques années après l’indépendance effective en 1946, le centre de la Nation, de l’Administration et du Parti au pouvoir, dans un petit pays et non plus dans un vaste empire comme à l’époque omeyyade. Les anciennes cités, comme Alep, l’égale de Damas à l’époque ottomane, ne sont plus que des chefs-lieux de circonscriptions administratives locales (mouhafaza), relais du pouvoir central. Cette situation est nouvelle et le pays ne s’y adapte pas vraiment. Depuis 1962 et jusqu’au milieu des années quatre-vingts, Alep et d’autres grandes villes semblent avoir été perçues par le pouvoir comme des obstacles matériels et idéologiques à la construction du jeune État. La réalisation de l’objectif d’unité nationale s’est donc accompagnée d’actions pour favoriser le développement de villes et de régions autrefois économiquement et socialement « périphériques », en marginalisant de fait une partie de la société, en maintenant en sujétion d’autres cités et en soumettant leurs notables traditionnels. Ce fut le cas d’Alep, partiellement amputée d’une partie de ses territoires, tant par les nouvelles frontières nationales que par la nouvelle organisation administrative et territoriale ¹³.

La volonté politique de faire disparaître les solidarités ethniques, tribales et confessionnelles ainsi que les solidarités régionales polarisées par une ville autre que Damas, et toute autre forme de relations centrifuges, a toujours été affichée par le pouvoir baassiste et le système du clan Assad et cela, dans une lutte obsessionnelle contre les tendances régionalistes beaucoup plus que contre les divisions confessionnelles.

Le rééquilibrage des régions et des villes était sans doute un projet légitime, mais l’application en a été souvent entachée de lourdeurs administratives et de gaspillages qui progressivement se

11. Pour les autorités, il fallait avant tout reprendre le contrôle des villes de ces régions relativement éloignées du centre de l’Empire : à Alep au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècles, les citadins se liguèrent presque chaque année pour refuser l’entrée en ville du nouveau gouverneur ottoman, surtout s’il avait une réputation, courante, de tyran concussionnaire (RAYMOND 1992).

12. Sur le maintien du dynamisme de l’économie alépine dans l’Empire ottoman tardif (XIX^e siècle) et les fondements de ce dynamisme, voir notamment GAUBE et WIRTH (1984) ou WIRTH (1991).

13. Hama, importante ville historique avait aussi été systématiquement brimée et entravée dans son activité économique. Fred Lawson dans le numéro de *MERIP Reports* de novembre-décembre 1982 impute en partie les événements de février 1982 à Hama à des mutations sociales découlant de la modernisation de l’économie : « La révolte de février fut d’abord une réaction des petits industriels et des commerçants de Hama au programme de développement industriel à vaste échelle entrepris par le régime » cité dans *Le Monde Diplomatique*, mars 1983, p. 13.

sont transformés en privilèges et en système de corruption. C'est l'un des aspects présents en arrière-plan dans le chapitre sur la politique agraire et les mesures récentes de démantèlement des fermes d'État dans des régions rurales anciennes de la mouvance d'Alep et de ses grands propriétaires.

Dans un État despotique assisté par une bureaucratie centralisée, les pouvoirs locaux et les stratégies vitales des personnes et des groupes agissent souvent en instrumentalisant les failles de l'administration : ainsi la corruption et l'informel sont-ils devenus progressivement des fonctionnements institutionnels, une sorte de fiscalité parallèle privatisée et dénaturée. Au cours de la dernière décennie, Alep a pourtant réussi à récupérer une partie de ses ressources anciennes et à s'en créer de nouvelles. La ville a finalement répondu favorablement aux sollicitations du pouvoir central, nouant avec lui à partir des années 2000 une alliance d'intérêt motivée par les opportunités qu'offrait le nouveau libéralisme économique. Le dernier texte de cette première partie évoque l'ouverture récente de la frontière avec la Turquie et ses conséquences économiques et sociales sur Alep et sa région. Chacun de ces cas représente un aspect d'une histoire de la construction ou de la reconstruction des territoires d'Alep et des intérêts qui l'ont motivée.

La seconde partie, « Ville planifiée et ville spontanée, identité et pouvoirs locaux, centralisme étatique », traite essentiellement de la production de l'espace dans la ville et en particulier de la part de l'administration et de différents acteurs de la société civile. Elle exprime la profondeur du fossé qui sépare la planification urbaine de la réalité spatiale et sociale. Selon la Regional Planning Commission syrienne, 32,45 % de la population des villes centres des mouhafazat habitent dans des quartiers informels occupant une superficie de 14 531,3 hectares. Mais il s'agit d'un bilan récent qui ne tient pas compte des anciens quartiers informels, maintenant régularisés, susceptibles de doubler quasiment ce pourcentage dans certains cas, si l'on tient compte du processus de constitution du quartier et non pas seulement de son statut actuel.

Ces moyens informels et illégaux d'urbanisation ne représentent qu'une partie des pratiques populaires qui contribuent à la construction de la ville. Les habitants organisent aussi l'espace, le qualifient et se l'approprient, dans la légalité formelle, par des stratégies et des pratiques, – actions ponctuelles ou actions quotidiennes –, sur la durée. Toute action individuelle ou collective en effet, même la plus banale (ouverture d'un magasin ou d'un atelier par exemple), participe à la qualification de ce quartier. Après une présentation précise des politiques institutionnelles et des pratiques collectives et des attentes placées dans l'efficacité des techniciens chargés de faire fonctionner la ville et dans l'intervention des experts internationaux¹⁴, trois cas de pratiques populaires informelles ou légales de qualification et de marquage de l'espace sont exposés, cas particuliers de stratégie ou de rôle d'un groupe ou d'une partie de la société dans son insertion spatiale en ville et dans son marquage de l'espace : celui des réfugiés palestiniens des camps alépins ; les pratiques de jeunes étudiants en religion et jeunes imams, où s'entremêlent des

14. Le colloque organisé à Alep en mars 2010 par l'IFPO-Alep, le GREMMO (Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon), la municipalité et la Mouhafaza d'Alep, le Grand Lyon, les Universités d'Alep et de Lyon, exprimait bien, dans la plupart des communications des Alépins, ce souci de l'efficacité technique et de la compétence.

stratégies d'ascension individuelle et la volonté de contrôle de la ville par le pouvoir central, par l'entremise d'imams sunnites originaires de villages et de petites villes. Ces stratégies s'inscrivent dans un parcours significatif des jeunes religieux dans l'espace alépin, d'est en ouest (voir infra la carte de PIERRET), utilisant des solidarités tribales anciennes intégrées à la ville et le passage par certaines confréries. Cette politique est activement soutenue par le très puissant directeur des waqfs à Alep, un religieux baathiste. L'analyse de ces rôles entrecroisés peut sans doute apporter un certain éclairage sur les clivages et les territoires de l'islam sunnite en ville, opposant différentes tendances dans leur rapport avec le pouvoir central. Le troisième cas développé évoque les lieux de rencontre et de déambulation de la jeunesse « dorée », avec ses points d'ancrage dans des cafés, cafétérias, fast-foods, nouveaux lieux de la sociabilité citadine dans les quartiers modernes ; cette sociabilité participe à la personnalité de l'espace public de plusieurs quartiers du centre et de l'ouest, profondément différente de celle des quartiers populaires du nord, de l'est et du sud. Un texte de synthèse et de conclusion pour cette partie constate l'importance, dans ces quatre chapitres très différents, du rôle de la société dans la construction de l'espace urbain et de l'espace social, à côté des institutions officielles, hors de toute démocratie, essentiellement par le jeu des acteurs ordinaires et de l'informel.

L'importance ancienne et vitale du commerce et des activités de fabrication à Alep dans la macroéconomie régionale et nationale en cours de mondialisation, fait l'objet de **la troisième partie, « Le commerce et les affaires, de l'économie de souk à la mondialisation »**. Ces activités sont confrontées à la crise mondiale et, depuis une ou deux décennies, à une crise d'adaptation locale et régionale, mais les travaux présentés ici témoignent aussi de l'importance fondamentale de la microéconomie. Ouvrir une boutique ou un atelier ou être un jeune employé dans une de ces activités, est un moyen de se socialiser, d'entrer dans le réseau social le plus proche après la famille. L'ouverture de boutiques et d'ateliers dans un quartier informel est décisive pour l'intégration d'un pan du tissu urbain et d'un segment de la société.

Les individus cherchent à se prémunir contre le retrait de l'État et l'arbitraire d'une situation sociale, économique et politique incertaine, en s'appuyant sur toutes les formes de solidarités et de liens sociaux : leur communauté d'origine (lignage, famille, tribu, groupe confessionnel), les solidarités de voisinage, les syndicats contrôlés par le parti Baath, ou les associations¹⁵ locales caritatives et confessionnelles¹⁶. Les acteurs de la ville au quotidien sont ainsi essentiellement occupés par la mobilisation de ressources économiques et sociales, d'amélioration de leurs conditions de vie et de transmission d'acquis, pour eux et leur famille ou pour un groupe plus large, ou enfin par la mise en oeuvre de solidarités diverses. Le développement de systèmes d'épargne¹⁷

15. Sur les mouvements associatifs en Syrie voir LE SAUX (2006).

16. Les organisations représentatives des groupes ont une existence très ancienne : représentations professionnelles par les corporations de métiers, représentations de quartier, représentations confessionnelles et communautaires. Les représentants étaient un cheikh de la profession, du souk, du quartier, ou le niveau supérieur de la hiérarchie religieuse (Évêque, Grand Rabin, Mufti). Ainsi, chaque individu disposait de plusieurs identités ou scènes indépendantes les unes des autres et pour chaque collectivité dont il faisait partie il était représenté.

17. En cas d'hospitalisation, le malade et sa famille doivent se procurer les médicaments, les poches de sang pour les transfusions, s'occuper personnellement des analyses dans des laboratoires extérieurs. Ceux qui en ont les moyens se font soigner au Liban, en Europe ou en Amérique : une fortune considérable peut être engloutie dans ces dépenses : un traitement chronique comme des dialyses peut entraîner la ruine d'une famille aisée ou riche.

stimule aussi la recherche d'activités lucratives et la réalisation de placements qui ne constituent pas seulement une course à l'enrichissement mais aussi un traitement de la pauvreté chronique, une prévention des aléas et une projection vers l'avenir. Dans ce contexte de fragilité sociale, l'économie ordinaire et l'esprit d'entreprendre constituent des moteurs essentiels, aussi bien au niveau du riche entrepreneur que de l'habitant pauvre d'un quartier populaire périphérique.

De ces actions peuvent résulter certains progrès et un bien dont les bénéfices se répartissent au-delà du groupe des destinataires immédiats. L'étude d'Alep fait ainsi apparaître des processus cumulatifs de projets individuels qui produisent des améliorations collectives, y compris dans les espaces publics ou semi-publics ; des intérêts particuliers correspondant alors avec ceux de la collectivité ou d'un segment de collectivité. Nous mettons en évidence certains de ces mécanismes hérités ou marqués par des fonctionnements anciens, modernisés ou non, adaptés ou non à la mondialisation à laquelle la Syrie n'échappe pas.

On se pose ainsi la question de la perpétuation ou de la reprise de l'activité économique à Alep. Après plusieurs décennies de protectionnisme d'État, l'économie syrienne et celle d'Alep en particulier ont été confrontées dans les années 2000 à des concurrences autrement plus aguerries et mieux armées, en Turquie, mais aussi en Extrême-Orient ou dans le Golfe. L'adaptation est plus difficile pour les hommes d'affaire d'Alep que pour ceux de la capitale, plus proches du pouvoir. Alep, malgré ses faiblesses, les erreurs et les anachronismes de son fonctionnement économique, largement évoqués dans ce chapitre, veut encore se comporter comme un centre pour la Syrie et au-delà, comme un lieu d'initiative capable de réagir aux défis régionaux. Les Alépins se « débrouillent », imaginent, recyclent des fonctionnements anciens comme d'adroits mécaniciens le feraient de vieilles mécaniques indéfiniment réparées. Mais ils ont pris un retard considérable par rapport aux hommes d'affaire turcs, alors que, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, Alep restait l'une des principales places de l'économie dans l'Empire ottoman, avec Smyrne et Istanbul. Alep était, en effet, la troisième ville de l'empire.

Les textes de cette troisième partie illustrent la richesse et le dynamisme de l'économie de souk, son degré d'évolution et d'adaptation, mais aussi ses faiblesses, présentent des situations en cours de changement et en précisent la nature : s'agit-il simplement d'un développement spatial du commerce ou d'un changement des règles et de la nature profonde de l'activité commerciale et de la naissance d'une nouvelle société de commerçants et de consommateurs ? Ils montrent notamment que les formes anciennes ne sont pas éliminées par les plus récentes, mais que toutes coexistent dans l'espace urbain, se côtoyant et se complétant, tandis que de nouveaux commerçants, étrangers aux traditions citadines du souk, s'introduisent dans le secteur et finissent par intégrer le système.

La quatrième partie, « Patrimoine institutionnel et patrimoine vivant », analyse la relation complexe des Alépins avec le patrimoine. L'importance des enjeux autour de ce patrimoine a été soulignée très médiatiquement par le classement de la ville ancienne dans le patrimoine mondial de l'Unesco en 1986. Cet événement, l'acquisition d'un outil nécessaire, s'inscrit dans un long processus dont l'origine peut être le premier projet d'aménagement de la vieille ville en 1974. La reconnaissance et la mise en valeur du patrimoine s'inscrivent dans une longue histoire jalonnée par les progrès de la libéralisation économique, puis par un nouveau « Projet pour la réhabilitation

de la vieille ville » en 1993, et enfin par l'engagement d'organismes internationaux (GTZ allemand, Fondation Aga Khan, etc.)¹⁸. La plupart de ces événements procèdent d'initiatives et d'appels venant de personnalités privées syriennes et étrangères habitant en Syrie et de responsables locaux et nationaux, plutôt que d'incitations d'origine externe liées à la mondialisation.

Deux conceptions ou deux pratiques du rapport au patrimoine culturel s'opposent : une conception officielle, qui se manifeste par une expertise, une administration, un projet de conservation et d'aménagement, et d'autre part une pratique populaire, reconnaissance d'un héritage par les habitants et les usagers dans leur vie quotidienne. Ainsi, l'expression « patrimoine vivant » est-elle plus ou moins équivalente de « patrimoine populaire », non pas dans une acception péjorative, populiste, désignant un patrimoine inférieur mais pour parler du patrimoine reconnu et revendiqué par un peuple, une société, comme une expression de sa culture : ce qui « fait patrimoine » pour eux-mêmes¹⁹. Il est particulièrement intéressant que ces deux conceptions ou ces deux regards s'appliquent au même patrimoine ou à des parties du même patrimoine urbain classé par l'Unesco à Alep (comme à Damas), dans une sorte de concurrence. Ce patrimoine n'est pas une collection de monuments ou d'objets contemplés, mis en vitrine, visités ou muséifiés, mais un tissu urbain complet, vivant, habité par près de 130 000 personnes, lieu d'activités économiques banales, traditionnelle ou modernes. Il rassemble donc des espaces et des fonctions qui appartiennent au domaine privé et familial, essentiellement la maison et d'autre part des espaces voués à des fonctions publiques. Le réseau des lieux publics classés est en continuité avec l'ensemble des espaces publics et n'est pas enfermé dans une limite qui le séparerait du reste de la ville, tandis que les quartiers sont pris par un mouvement de transformation, conséquence des activités touristiques, qui tend à en rattacher une partie à la sphère des activités publiques, les hôtels, les restaurants, les commerces spécialisés. La majeure partie de ces quartiers d'habitation demeure pourtant l'habitat d'une population moyennement aisée ou pauvre, très peu concernée par la « gentrification ».

Le patrimoine mondial alépin pourrait être assez vite dévitalisé et instrumentalisé par le tourisme²⁰ s'il n'était pas en même temps l'expression de la riche relation de certains de ses habitants avec un héritage culturel matériel et immatériel. Nous proposons plusieurs regards sur ce patrimoine qui permettent d'apprécier l'existence d'un équilibre entre perception identitaire des Alépains et des Syriens et instrumentalisation touristique.

18. Une annexe autonome de la Municipalité d'Alep, la Direction de la vieille ville, présente en 1993 un « Projet pour la réhabilitation de la vieille ville » qui est toujours la référence et est plus ou moins respecté.

19. Se reporter au débat sur la notion de « patrimoine populaire » discutée par Michel Rautenberg dans « Patrimoine et identité » sur le site de la MOM : (<http://www.mom.fr/-colloques-texte-integral-html>) Quatrième atelier (pdf à télécharger).

20. Deux anciens monuments d'Alep, qui conservent des éléments ou le souvenir de la ville avant l'islam, à l'époque byzantine et romaine, la Grande Mosquée et la Madrasa Hallawiyé, ancienne cathédrale byzantine (probable), ont été restaurés ou étaient en cours de restauration en 2011 et ont fait l'objet de fouilles archéologiques importantes. Les sols de la madrasa ont été défoncés et des fouilles ont permis de reconnaître la base de colonnes byzantines. Les murs ont été décapés de leurs enduits, ce qui a permis de voir les appareils et la maçonnerie et de préciser la connaissance de l'histoire du bâtiment. Ces interventions ont-elles été critiquées ? La direction des Waqfs a certainement donné son accord et doit être le maître d'œuvre du projet.

La réponse, parfois exemplaire, donnée par Alep, témoigne du dynamisme et de l'inventivité de la cité. À Alep plus qu'à Damas, le patrimoine est un élément central du développement. L'essentiel de l'emprise du centre-ville correspond au centre ancien et à son environnement classé. Depuis une dizaine d'années des investissements considérables, financiers et de savoir faire (GTZ, Fondation Agha Khan, Arab Funds, Municipalité d'Alep), reçoivent ce centre, en lui attribuant de nouvelles fonctions : sous couvert de « conservation du patrimoine » c'est l'ensemble du centre, vitrine et symbole de la ville qui est valorisé par l'urbanisme. Certains investissements touristiques fondés sur la mise en valeur de monuments du patrimoine participent à la production d'espaces publics, accessibles à tous, appréciés des habitants. Le site public le plus emblématique de l'identité alépine, la Citadelle et ses abords, est aussi la vitrine où la ville fait étalage et commerce de son charme.

Dans le texte proposé en clôture de ce volume²¹, Samir Aïta, économiste et journaliste originaire de Damas, imagine un futur, où l'espace d'Alep serait réorganisé et restructuré dans une économie régionale transfrontalière à cheval sur la Syrie, la Turquie et l'Irak. Ce futur était lisible en filigrane dans les projets officiels discutés entre États avant l'éclatement des insurrections du printemps 2011. Cette réorganisation était, et est encore essentielle dans une région où l'avenir est à l'ouverture et à des politiques transfrontalières, alors qu'on en est encore à élever et à défendre de nouvelles frontières à l'intérieur même du pays.

Beyrouth, février 2013

21. Bien qu'il l'ait écrit plusieurs mois avant le début des événements, l'auteur n'a pas souhaité le remanier. La perspective qu'il propose n'a, il est vrai, guère perdu de sa pertinence, même si sa réalisation apparaît bien aléatoire aujourd'hui.